

Étienne Tardif-Paradis

20095080

BUREAU DU QUÉBEC À MUMBAI
POLITOLOGUE PRATICIEN ET ANALYSTE DES RISQUES POLITIQUES

Dans le cadre du cours POL 6214

« Rapport de stage »

Directeur : Frédéric Mérand

Département de science politique
Université de Montréal

Lundi 4 avril 2019

Ce rapport porte sur un stage de chargé de projet en éducation, culture et coopération internationale réalisé au Bureau du Québec à Mumbai (BQM) de septembre à décembre 2018 dans le cadre de la Maîtrise en affaires publiques et internationales (MAPI) de l'Université de Montréal. Le BQM fait partie du réseau des représentations à l'étranger du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) mise en place pour offrir aux citoyen.ne.s, entreprises et institutions québécoises une variété de conseils, activités et services adaptés à la réalité des pays du réseau (Québec, MRIF 2019). La mission du BQM est d'offrir des services dans les secteurs qui relèvent des compétences constitutionnelles du Québec soit l'économie, les affaires publiques, l'éducation et la culture.

À titre de chargé de projet¹, j'y avais un mandat initialement axé sur la rédaction de documents gouvernementaux, la promotion du Québec sur différentes plateformes numériques et l'organisation de différentes activités publiques touchant les secteurs couverts par le BQM. Le mandat s'est élargi au courant du stage en incluant une participation à différents événements diplomatiques et des rencontres de terrain avec des partenaires du bureau. Ces différentes tâches et activités s'inscrivent dans le rôle d'un politologue praticien analyste et gestionnaire. Dans la première partie de ce rapport, il sera question d'expliquer la dynamique et l'évolution du mandat de l'organisme d'accueil, ainsi que les défis liés au fonctionnement et aux ressources du bureau. De plus, cette section s'attardera à analyser mon mandat et son évolution, les différentes relations de travail et finalement formuler quelques observations sur les exigences propres à l'environnement professionnel.

¹ Les objectifs principaux du chargé de projet sont la promotion de l'éducation supérieure québécoise, la gestion et la création de projets de coopérations internationales, puis la valorisation de la culture québécoise en Inde.

À travers l’accomplissement de mon mandat, plusieurs événements politiques m’ont amené à me questionner sur les conséquences que ceux-ci peuvent avoir sur la mission du BQM. Dans un environnement social en constante effervescence où les incidents à nature politique sont légion, quels risques politiques ont le potentiel d’engendrer des effets négatifs sur la mise en oeuvre du mandat du BQM ? Quels sont les impacts négatifs que peuvent infliger ces risques politiques à l’endroit du bureau et est-il possible pour celui-ci d’en gérer les conséquences néfastes, ou encore de les éviter ? La deuxième partie de ce rapport répondra à cette double question à partir d’une proposition théorique basée sur une analyse de risque politique, un portrait de l’Inde basé sur mes observations, une identification et une analyse des risques politiques, une évaluation des potentielles conséquences négatives sur le BQM, et finalement des recommandations pour amoindrir ou éviter les impacts nuisibles.

1. L’expérience de stage décortiquée

1.1 L’organisme d’accueil : dynamique et évolution du mandat

Le BQM est créé en 2008 et inauguré en 2010 lors de la deuxième mission commerciale du premier ministre Jean Charest en Inde. L’objectif entourant la création du bureau est d’accroître la présence économique du Québec en sol indien à travers ses entreprises et ses institutions, ainsi qu’attirer les investissements indiens (LCP 2011). La priorité du gouvernement libéral est claire, il faut développer les relations économiques du Québec avec le géant indien. Cette logique s’insère parfaitement dans la stratégie du gouvernement quant à la direction que doit prendre la politique internationale du Québec formulée dans le plan d’action 2006-2009, soit une action axée sur l’économie et l’investissement, la sécurité, l’identité, la culture et la solidarité internationale (Paquin et Jeyabalaratnam 2016). C’est dans cet ordre d’idée que les

gouvernements du Québec et du Maharashtra ont signé en 2006 une déclaration commune de coopération² favorisant une collaboration dans les secteurs de l'économie, l'enseignement supérieur, la santé et la culture (Québec, Bureau du Québec à Mumbai 2018).

Aujourd'hui, le travail du BQM s'inscrit à travers les trois grandes orientations³ inscrites dans le plan d'action 2018-2020 de la politique internationale du Québec formulé par l'ancien premier ministre, Philippe Couillard, et celles-ci répondent à deux impératifs : l'ouverture économique et l'inclusion (Québec, MRIF 2019). En ce sens, le mandat officiel de l'organisme est de faire « la promotion du commerce, de l'investissement, de l'innovation, de la culture et de la coopération dans les domaines de la recherche et de l'enseignement supérieur » (Québec, MRIF 2019). Les différents changements de gouvernement provincial, entre 2012 et 2018, n'ont pas modifié le mandat du bureau et le nouveau gouvernement de la Coalition avenir Québec semble désirer renforcer sa vocation économique⁴. La nomination de Nadine Girault⁵ à titre de ministre des Relations internationales et de la Francophonie constitue un exemple parfait du virage désiré par le premier ministre du Québec.

Les actions du BQM prennent place au sein de trois secteurs d'activités : l'économie, les affaires publiques, l'éducation et la culture. La majorité des actions de l'organisme sont mises en place pour favoriser l'investissement, le commerce, et cela dans l'objectif de rendre les

² Encore à ce jour, les deux gouvernements entretiennent d'importants liens de coopérations dans les secteurs énumérés dans la déclaration commune. À titre d'exemple, en décembre 2018 le MRIF a lancé un appel à projet de coopération bilatérale entre le Maharashtra et le Québec.

³ Rendre les Québécois et les Québécoises plus prospères, contribuer à un monde plus durable, juste et sécuritaire, et finalement promouvoir la créativité, la culture, le savoir et la spécificité du Québec (Québec, MRIF 2019).

⁴ Le premier ministre, François Legault, a déclaré vouloir effectuer un virage économique majeur dans les relations internationales du Québec, et ce notamment avec une augmentation du rôle d'investissement Québec dans le réseau québécois des représentations à l'étranger (Québec, Premier ministre du Québec 2019).

⁵ Elle a occupé plusieurs postes de direction: conseil d'administration d'Investissement Québec, Fonds de solidarité FTQ, Banque Royale, BMO Groupe financier, Desjardins Sécurité financière à Toronto, et chez Groupe Boutique Jacob (Plante 2018).

Québécois.e.s plus prospères. Concrètement, il s'agit d'organiser des missions commerciales (ex. Mission commerciale d'aluminium d'ExportQuébec), de faire la promotion des secteurs d'excellence québécois lors d'activité promotionnelle (ex. Salon sur l'alimentation *Food and Hotel India*) et d'offrir aux entreprises québécoises les outils nécessaires pour faire affaire en Inde (ex. Les séminaires virtuels). Les actions relatives aux affaires publiques cherchent à contribuer à un environnement mondial durable. Ces dernières touchent principalement à la promotion du savoir-faire québécois en matière d'énergie propre (ex. L'électrification des transports en commun dans l'État du Maharashtra). Les actions liées aux questions d'éducation et de culture font la promotion de la spécificité québécoise en Inde. Celles-ci s'illustrent dans l'encouragement de la mobilité des chercheurs indiens et québécois (ex. Appel de projets Québec-Maharashtra), promouvoir la recherche et l'innovation québécoise en matière d'éducation supérieure (ex. Allocution à l'Université de Mumbai) et soutenir les différents organismes artistiques québécois en Inde (ex. Résidence de recherche de création à Mumabi). Il est important de noter ici que les différentes actions énumérées relèvent d'observations effectuées durant mon stage et ne constituent pas une représentation exhaustive des différentes formes d'actions de l'organisme.

1.2 Ressources et fonctionnement : facteurs d'influence des relations

Le champ d'action du BQM couvre l'ensemble du territoire indien ce qui représente une charge titanesque au vu de la superficie et de la population de l'Inde. L'organisme possède des moyens limités et doit donc répartir ses ressources selon les priorités fixées par le MRIF. Les ressources financières, matérielles et humaines allouées au bureau sont redistribuées entre les

différents secteurs d'actions, mais les enjeux économiques accaparent l'essentiel des ressources⁶. Pour l'exercice financier 2017-2018, le budget accordé par le gouvernement du Québec au MRIF s'élève à 124.3 millions, et celui octroyé au réseau des représentations à l'étranger du Québec est de 58.1 millions (Québec, MRIF 2018, 60). Les délégations générales et les délégations sont les organes qui bénéficient de la majorité de l'enveloppe budgétaire, suivies par les bureaux (vocation économique) et puis les antennes. À titre d'exemple, la délégation générale de New York dispose de 1 474 975,00 \$ pour son bail de location, tandis que le BQM bénéficie de 389 290,00 \$ et doit couvrir un territoire plus grand et plus densément peuplé (Québec, MRIF 2019).

Le fonctionnement interne du BQM repose essentiellement sur la dimension économique de son mandat tel que sa structure en témoigne. Le directeur⁷ du bureau est impliqué dans l'ensemble des dossiers et il possède une double fonction soit choisir les objectifs prioritaires pour le bureau et représenter le gouvernement du Québec. Deux personnes sont attitrées aux affaires économiques (attaché.e. commercial et attaché.e. économique) et leur mandat est de faire la promotion des compagnies québécoises en Inde, ou encore de faciliter le commerce entre différentes entreprises indiennes et québécoises (ex. Missions commerciales d'aluminium). Deux autres employé.e.s travaillent pour investissement Québec (directeur et adjointe administrative) et leur objectif principal est d'attirer les investissements indiens au Québec. Une personne est chargée de l'administration quotidienne du bureau. Finalement, deux personnes sont affectées aux affaires publiques, à la culture et à l'éducation (attachée au dossier et stagiaire). Ils oeuvrent à la promotion de la spécificité culturelle du Québec (ex. Festival de film québécois), de

⁶ Dans un contexte de ressources limitées où les opportunités sont pratiquement illimitées, l'allocation des ressources signifie qu'il faut faire des choix, et le constat effectué à l'automne 2018 montre que le BQM a choisi de prioriser les actions économiques.

⁷ Le directeur est nommé par le ministre ou le sous-ministre du MRIF et il doit choisir les objectifs prioritaires pour le bureau conjointement avec le pupitre aux affaires bilatérales Asie-Pacifique issues du MRIF, et de l'équipe économique du réseau du Québec à l'étranger (Marchés de l'Asie-Pacifique et de l'Océanie) du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

l'éducation supérieure québécoise (ex. Programme d'étude québécoise à l'université Amity), et ils travaillent sur les rencontres intergouvernementales (ex. Groupe de travail Québec-Maharashtra).

Les ressources limitées du BQM et l'importance de la dimension économique dans le mandat de l'organisation entraînent une concentration des ressources humaines, matérielles et financières dans les dossiers économiques. Il s'agit ici d'un défi auquel fait face le bureau, car ce phénomène engendre une raréfaction des ressources allouées aux dossiers qui ne touche pas aux enjeux économiques. Cette dynamique entraîne à court et moyen terme une participation répétée aux mêmes projets, puisqu'ils constituent des options accessibles souvent proposées par les partenaires de l'organisme, cependant à long terme il est plus rare de voir de nouveaux projets émerger⁸. Or, les personnes attachées aux dossiers économiques ne rencontrent pas cette problématique, ceux-ci sont plus actifs que réactifs, car ils possèdent les ressources nécessaires pour aller sur le terrain et faire du repérage pour ainsi proposer de nouveaux projets. Certaines des observations que j'ai faites au long de mon stage m'ont amené à constater que ce phénomène double (dimension économique et ressource limitée) influence directement les relations qu'entretient le bureau avec d'autres organisations.

Le BQM entretient des liens concurrentiels avec certaines organisations et dans plusieurs de ces cas il est possible d'y constater un élément commun, soit un enjeu économique⁹. L'importance qu'occupent les dossiers économiques au sein du bureau constitue un facteur qui amène celui-ci à entrer en concurrence directe avec d'autres organisations. Avec une croissance annuelle du PIB de 7.2%, l'économie indienne fournit de nombreuses opportunités commerciales

⁸ Ces projets sont plutôt susceptibles d'être abandonnés par manque de ressource et de temps.

⁹ Il est important de préciser qu'il existe d'autres enjeux qui créent des liens concurrentiels, tels que le dossier de l'immigration entre le gouvernement d'Ottawa et de Québec.

et d'investissement pour le Québec¹⁰ (Québec, MEI, 2018). Si le marché indien est attrayant pour le Québec, il l'est aussi pour d'autres organisations gouvernementales qui possèdent un mandat économique similaire. C'est dans cette optique que le bureau est en concurrence directe avec d'autres organisations. Celle-ci est particulièrement visible lors des salons commerciaux où les différentes entreprises étrangères présentent leurs produits aux grandes compagnies indiennes à la recherche de nouveaux partenariats. Par exemple, lors du salon alimentaire de Annapoorna à Mumbai plusieurs entreprises québécoises (parrainées par le BQM) étaient sur place pour faire la promotion de leurs produits, et celles-ci devaient rivaliser avec leurs homologues européennes aussi parrainées par leurs gouvernements respectifs.

Puisque le BQM possède des ressources limitées à investir dans les dossiers culturels et d'éducation, ce dernier est plus enclin à opter pour des liens de coopération avec d'autres organisations opérant dans des domaines similaires. Bien qu'il ne s'agit pas du seul facteur expliquant l'intérêt de coopérer avec d'autres organismes, le bureau a tout intérêt à pallier son manque de ressources financières et humaines à travers divers projets de collaboration¹¹. Dans cet esprit, il est à l'avantage du BQM de développer des relations de coopération pour lui permettre d'accomplir des projets autrement difficiles à réaliser. À titre d'exemple, le bureau a coopéré avec l'Alliance française de Bombay pour organiser le lancement à Mumbai d'un livre écrit par un professeur de l'UQAM (Mathieu Boisvert : Les hijras). Le lancement s'est déroulé dans les locaux de l'Alliance française et les deux organisations ont collaboré sur l'organisation et la gestion de l'événement (publicités, logistiques, etc.).

¹⁰ L'Inde se classe au 4^e rang de partenaires commerciaux du Québec en Asie et le 14^e à travers le monde. Les échanges commerciaux de marchandises s'élèvent à plus de 1.6 milliard entre l'Inde et le Québec (Québec, MEI 2018).

¹¹ Bien entendu, les différentes relations de coopération qu'entretient le BQM avec d'autres organisations ne sont pas exclusivement basées sur l'enjeu entourant la limitation des ressources, mais lors de mon stage plusieurs situations sont venues confirmer l'importance de cet aspect.

1.3 Mandat de chargé de projet : entre analyse, gestion et augmentation de la charge de travail

À titre de chargé de projet, le mandat initial qui m'a été confié était essentiellement basé sur une dimension analytique et sur de la gestion de projet. Celui-ci consistait à participer à la rédaction de documents officiels, faire la promotion du Québec sur différentes plateformes d'informations, et travailler à l'organisation de différentes activités publiques touchants les secteurs d'activités couverts par le BQM. Il était question de rédiger des allocutions pour le directeur du bureau (ex. Allocution au colloque international de Varanasi), des rapports diplomatiques pour l'ensemble du réseau diplomatique québécois (ex. Analyse des élections partielles), des plans d'actions et de communication (ex. Rédactions de nouvel intranet diffusé au MRIF), ainsi que de m'occuper de certaines correspondances officielles (ex. Communication avec le pupitre aux affaires bilatérales Asie-Pacifique). Les tâches liées à la promotion du bureau s'incarnaient essentiellement à travers la gestion quotidienne (événements, annonces gouvernementales, etc.) de la page Facebook et du compte Twitter du BQM, ainsi que de la page du MRIF portant sur les activités du bureau (ex. La rédaction et publication de brèves). Les activités publiques quant à elles concernaient l'organisation d'événement culturel ou éducatif (ex. Campus international de HEC Montréal) et la présentation de l'organisme d'accueil auprès d'institution universitaire indienne (ex. Présentation à l'Université de Mumbai).

Durant mon stage, plusieurs tâches et activités ont été ajoutées à mon mandat originel et ces additions m'ont permis de mettre en pratique ma capacité d'adaptation. Les nouvelles activités qui ont été rajoutées peuvent être classées en deux catégories¹², soit la participation à des événements diplomatiques et les rencontres de terrain avec différents partenaires du BQM. Les événements diplomatiques sont en règle générale des activités de réseautage où les

¹² Ces deux catégories ne sont pas hermétiques et dans certaines situations elles s'intègrent l'une à l'autre.

représentants gouvernementaux de divers pays se retrouvent pour discuter d'une myriade de sujets (projet de partenariat, informations, annonces, etc.). Ceux-ci sont organisés pour célébrer un événement spécifique (ex. Le 50^e anniversaire de la réunification de l'Allemagne). Les rencontres avec les partenaires du BQM ont pour principaux objectifs de vérifier que les collaborateurs sont en accord sur le processus menant à la mise en place d'un projet. C'est aussi l'occasion de négocier et de clarifier les positions de chacun et leurs rôles (ex. Rencontre pour l'exposition québécoise Transpose dans le cadre du festival d'art de Kala Ghoda à Mumbai).

Le mandat qui m'a initialement été donné a évolué progressivement et l'élément central au coeur de cette évolution est l'augmentation constante de la charge de travail (activités et tâches). Cet accroissement était directement lié à ma capacité d'accomplissement des différents projets dans un délai raisonnable tout en offrant un travail de qualité. Lorsque j'ai débuté le stage en septembre, il m'était demandé d'écrire un rapport diplomatique toutes les deux semaines, de rédiger une nouvelle intranet pour le mois, d'écrire une seule allocution et de publier sporadiquement sur les réseaux sociaux. Après avoir démontré posséder les qualités nécessaires lors de mon premier mois de stage, ma charge de travail a considérablement augmentée dès le mois d'octobre avec l'ajout de nouvelles tâches (ex. Organisation d'événement et communication officielle) et activités (ex. Événements diplomatiques et rencontre avec les partenaires). Les deux derniers mois¹³, je devais écrire un rapport diplomatique et une nouvelle intranet par semaine, publier quotidiennement sur les réseaux sociaux, participer aux différentes rencontres avec les partenaires du BQM et à certains événements diplomatiques, puis organiser un colloque pour le campus international de HEC Montréal et faire une présentation à l'université de Mumbai.

¹³ Notons cependant que cette énumération d'activités et de tâches n'inclut pas la totalité du travail accompli, mais plutôt les éléments de première importance dans le travail analytique et la gestion de projet.

1.4 Relations de travail et observations en milieu professionnel

Les relations entretenues avec l'ensemble de mes collègues peuvent être qualifiées de cordiales et collaboratives. Une dynamique d'entraide régnait au sein du BQM et la division des dossiers (économique, culture, administrative, etc.) n'empêchait en rien une coopération entre les employés. Les types de rapports que j'ai entretenus avec mes collègues au cours de mon stage peuvent se diviser en deux types, soit les relations de collaborations indirectes et directes (collaboration)¹⁴. Mes relations indirectes se déroulaient surtout avec mes collègues travaillant sur les dossiers économiques et administratifs. Dans le cadre de mon mandat, mes rapports avec ceux-ci se limitaient principalement aux rencontres d'équipe mensuelles, à la correction de documents, et occasionnellement à des demandes d'informations. À l'inverse, les relations directes étaient quotidiennes et concernaient l'ensemble des dossiers inclus dans mon mandat. Ce type de rapport impliquait deux personnes soit le directeur du BQM et l'attachée aux affaires publiques, à la culture et à l'éducation. Notons que mes rapports entre ces deux personnes étaient différents puisque le directeur était mon supérieur (ex. Révision et supervision des projets qui m'étaient attribués) et l'attachée mon égale¹⁵ dans les dossiers sur lesquels nous avons collaboré.

Mon expérience a été l'occasion d'observer les différentes exigences en milieu professionnel, et mes observations m'ont amené à constater l'importance de plusieurs caractéristiques. L'esprit d'analyse est une exigence essentielle pour comprendre une situation complexe de manière structurée et ainsi formuler une synthèse de celle-ci (ex. La rédaction d'un rapport diplomatique). Le bon jugement permet quant à lui de discerner les priorités et les options

¹⁴ À noter que mon plan de travail n'était pas dans le même immeuble que celui du BQM, mais plutôt dans le bureau de la Colombie-Britannique à quelques minutes de marche.

¹⁵ L'ancienneté ou le titre des autres postes occupés par mes collègues n'impliquait pas de relations hiérarchiques avec ceux-ci.

appropriées. Il s'agit d'une exigence importante dans la gestion quotidienne des dossiers, et ce surtout en situation de surcharge de travail. Le professionnalisme dans les milieux diplomatiques est particulièrement important, car dans un environnement interculturel la ponctualité, la courtoisie et le tact sont des gages de respect d'autrui. Une bonne maîtrise de la communication orale comme écrite permet d'exprimer ses idées clairement (ex. Lors de réunion d'équipe ou par le partage de document). Finalement, l'esprit de collaboration favorise les relations harmonieuses entre le personnel du bureau et contribue à renforcer une dynamique de coopération au sein des employés.

Le stage a aussi été l'occasion d'observer des exigences de travail propres à l'environnement du BQM, soit celui de la diplomatie traditionnelle, et de constater l'existence d'une double exigence professionnelle pour l'ensemble du personnel (directeur, attaché.e.s, stagiaire, etc.)¹⁶. Tout d'abord, la persuasion et l'efficacité dans la négociation sont des exigences omniprésentes autant dans un environnement interne (ex. Réunions d'équipe) qu'externe (ex. Événements diplomatiques). Ces compétences sont mises de l'avant plus particulièrement lorsqu'il est question d'élaborer un nouveau projet et de négocier le rôle des différents partenaires (ex. Les rencontres avec les partenaires pour déterminer la contribution financière de chacun). Cela dit, il ne suffit pas d'être un bon négociateur, mais il faut également savoir faire preuve de diplomatie, c'est-à-dire avoir la prudence et l'habileté dans le traitement d'une affaire difficile. Il s'agit d'une compétence centrale puisqu'il existe de nombreuses situations où les relations professionnelles s'avèrent difficiles ou encore le deviennent à cause d'événements imprévus (ex. Convaincre une organisation concurrente de participer financièrement à un projet commun).

¹⁶ Cette double exigence s'exerce à différent niveau dépendamment de la fonction de la personne. Par exemple, le directeur du bureau doit posséder une plus grande maîtrise de ces exigences que la personne attachée aux dossiers administratifs, car ce dernier sera plus souvent appelé sur le terrain.

2. L'analyse de risques politiques pour éclairer l'expérience de stage

Une importante partie du travail de chargé de projet reposait sur une dimension analytique, et un travail d'analyse approfondi était nécessaire pour bien comprendre les différents sujets abordés dans le cadre de mon mandat. Cet aspect analytique de mon expérience s'est concrétisé lorsque je devais établir des liens entre l'actualité politique indienne et les intérêts économiques du BQM. À travers ces analyses, j'ai appris progressivement à appréhender l'environnement dans lequel le bureau évoluait au quotidien et surtout à cibler les enjeux qui concernaient la mission du bureau. À partir de mes observations, j'ai compris que les événements politiques pouvaient avoir une grande influence sur l'accomplissement du mandat de l'organisme d'accueil.

À parti de ce constat, il est possible de réaliser que l'environnement politique indien est rempli d'événements susceptibles d'influencer à différents niveaux la mission du BQM. Afin d'anticiper ou de prévenir certains effets négatifs de ces événements politiques sur les intérêts du bureau, le présent travail propose une analyse académique et qualitative des risques politique à partir de l'observation des événements qui ont pris place au courant de mon expérience de stagiaire (septembre à décembre 2018). Dans cette optique, quels risques politiques ont eu le potentiel d'engendrer des effets négatifs sur la mise en oeuvre du mandat du BQM ? Quels sont les impacts négatifs que peuvent infliger ces risques politiques à l'endroit du bureau et est-il possible pour l'organisme d'en gérer les conséquences néfastes, ou encore de les éviter ?

Pour répondre à ces deux questions et ainsi établir un lien entre ma formation universitaire et mon expérience de stage, il sera question dans une première partie de détailler ma proposition théorique basée sur une analyse de risques politiques étayée dans l'ouvrage de *The fat tail : The*

Power of Political Knowledge in an Uncertain World. Dans une seconde partie, un portrait de l'Inde sera fait pour ensuite identifier et analyser les risques politiques liés à la géopolitique, aux politiques gouvernementales, à l'instabilité nationale, au terrorisme et à l'expropriation. Finalement, nous allons examiner les impacts potentiels direct ou indirect de ces risques sur le BQM pour ainsi formuler quelques recommandations afin de minimiser les conséquences néfastes ou encore de les éviter.

2.1 Proposition théorique : L'analyse de risques politiques

Au sein des études sur l'analyse de risques politiques¹⁷, il est possible de constater que l'un des enjeux majeurs qui structurent le milieu est « la capacité à dégager des tendances dans les cas étudiés et à isoler d'éventuels éléments de rupture pour éviter le scénario catastrophe » (Bencherif 2017). En ce sens, le courant dominant illustré dans le livre *The fat tail : The Power of Political Knowledge in an Uncertain World* écrit par Ian Bremmer et Preston Keat¹⁸ « sous-entend une causalité linéaire, ou tout du moins, une causalité mécanique cherchant à gérer, à cloisonner et à définir l'incertitude » (Bencherif 2017). Certains courants minoritaires et divergents se reconnaissent plutôt dans une logique bayésienne (la démarche doit accepter un certain niveau d'incertitude), ou encore intuitive¹⁹.

¹⁷ « Le développement moderne de la notion du risque est interrelié avec l'utilisation des probabilités pour mesurer et évaluer l'incertitude (...) Cependant, l'importance du risque a pris une tout autre ampleur après les attaques du 11 septembre 2001 (...) Pour Beck, nous vivons dans une "société du risque global" où les risques sont incontrôlables, incertains et dont les conséquences des événements catastrophiques sont irréparables » (Bencherif 2015, 3-4).

¹⁸ L'objectif du livre est d'offrir un cadre théorique pour analyser les nombreux événements à risques politiques qui ont le potentiel de créer un scénario catastrophique (*fat tails*). Pour anticiper ou empêcher l'avènement d'un tel scénario, l'ouvrage propose d'étudier les probabilités qu'un tel événement se concrétise et comprendre quels en seraient les impacts sur les investisseurs et les décideurs politiques (Bremmer et Keat 2009).

¹⁹ « Leurs capacités à se projeter dans leur futur résident dans leurs intuitions et qu'ils « devinent » finalement, à travers peu d'éléments, les événements et scénarios à venir. » (Bencherif 2017)

La présente proposition théorique s'appuiera sur l'école de pensée initiée par Ian Bremmer et Preston Keat, car celle-ci adopte une approche « préférant une grille positiviste accompagnée de typologie et d'indicateurs », contrairement à une « lecture interprétativiste des risques basée sur une approche cumulative de la connaissance » (Bencherif 2015, 5) préférée chez les partisans d'une logique bayésienne ou intuitive. De plus, la définition d'événement politique²⁰ et donc de risque politique offerte par Bremmer et Keat, soit « la probabilité qu'une action politique particulière produise des changements dans les résultats économiques » (2009, 5) s'applique parfaitement à une analyse de risques du BQM, puisque celui-ci à un mandat essentiellement tourné vers une dimension économique.

Si certains risques politiques sont impossible à prévoir, d'autres peuvent être prédits et les décideurs politiques concernés ont la possibilité de comprendre et d'atténuer le potentiel négatif de ces risques sur leurs organisations. Bremmer et Keat placent les risques politiques en deux grandes catégories soit au niveau macro (international et national) et au niveau micro (régional et local). Dans la première catégorie, il y a les risques géopolitiques qui affectent les marchés financiers, l'activité des entreprises et les gouvernements. Les risques liés aux politiques gouvernementales peuvent avoir un impact important sur les marchés des capitaux. Les risques touchants à l'instabilité nationale tels que les désordres civils (ex. émeutes) peuvent avoir un impact négatif sur les investisseurs, les gouvernements et les entreprises. Dans la deuxième catégorie, les risques engendrés par le terrorisme constituent une menace omniprésente pour les organisations étrangères de subir des pertes humaines et matérielles. Finalement, les risques liés à

²⁰ Tout événement politique pouvant influencer directement ou indirectement l'intérêt économique d'un organisme peut être considéré comme un risque politique (...) un événement à risque politique possède des causes complexes et interdépendantes, et bien que celui-ci soit différencié d'autres types de risques (économique, financier, etc.) il reste lié directement ou indirectement à ces derniers. Tous les événements à risque font partie d'une chaîne causale, et certaines causes peuvent augmenter les chances qu'un événement spécifique se produise (scénario catastrophique) (Bremmer et Keat 2009).

l'expropriation d'entreprises restent bien présents chez les gouvernements qui pratiquent un nationalisme économique par le biais de modifications législatives.

Les auteurs reconnaissent l'importance de souligner que certains événements politiques (surtout les scénarios catastrophiques) et les risques qu'ils entraînent ne peuvent pas être prévus²¹, et c'est à travers cette reconnaissance de l'inattendu et l'indéterminable qu'il est possible de mieux comprendre les risques politiques. C'est dans cette optique que les auteurs proposent de faire une analyse du scénario et une évaluation de la stabilité du pays pour mesurer la probabilité et l'impact d'un scénario catastrophique sur une organisation. Toutefois, le chercheur et praticien Adib Bencherif souligne une ambiguïté importante dans l'analyse du scénario. Le calcul du risque politique est basé en partie sur l'intuition qui est la première étape dans l'imagination de différents scénarios. L'intuition « relie différents éléments pour dégager notamment le pire des scénarios qui est celui qui focalisera bien souvent l'attention des analystes et des gestionnaires du risque » (2015, 6). Cette posture peut entraîner d'importante réticence chez les décideurs politiques, ou les investisseurs à s'impliquer dans les pays en développement, et ce même si plusieurs indicateurs montrent l'existence d'opportunités d'affaires et de stabilité au niveau politique (Bencherif 2015). En ce sens, le présent travail ne cherche pas à faire des analyses de scénarios, mais plutôt à se concentrer sur l'identification et la compréhension des différents risques politiques que peut rencontrer le BQM en Inde.

²¹ L'incertitude entourant un événement politique implique une part d'ignorance sur la probabilité ou l'ampleur que celui-ci peut engendrer sur les décideurs politiques (Bremmer et Keat 2009).

2.2 Portrait de l'Inde et analyse des risques politiques

2.2.1 Portrait géographique, politique, économique et social de l'Inde

Mon expérience de stage a été une occasion unique pour me familiariser avec les diverses réalités indiennes. Les différentes recherches, l'analyse quotidienne des nouvelles locales ou nationales et la rédaction de rapport diplomatique sur les sujets marquants de l'actualité indienne sont des éléments qui ont contribué à m'aider à mettre en place un portrait de l'Inde. Il n'est pas question ici de faire une analyse exhaustive des particularités de la géographie régionale de l'Asie du Sud, du contexte politique, économique et social de l'Inde, mais plutôt de cibler certains indicateurs à travers une évaluation qualitative de la stabilité du pays²². Ceux-ci seront utilisés ultérieurement dans l'identification et l'analyse des risques politiques.

La géographie régionale en Asie du Sud est marquée par les relations politiques tumultueuses que le géant indien entretient avec ses voisins chinois et pakistanais. Depuis la guerre sino-indienne de 1962, les relations entre les deux pays sont rythmées par des conflits frontaliers dans la région de l'Himalaya occidental. Ces conflits se manifestent sous de multiples formes, et ce principalement dans le plateau de Doklam une région qui assure la jonction entre l'Inde, la Chine et le Bhoutan. Au niveau économique, la Chine n'hésite pas à faire sentir sa domination économique dans l'Asie du Sud, ainsi que dans les pays de l'Asie du Sud-Est soit deux régions où les intérêts économiques indiens sont importants. Le Pakistan et l'Inde possèdent une longue histoire conflictuelle, et ce depuis l'indépendance des deux pays en 1947, les belligérants ont connu trois guerres indo-pakistanaïses (1947, 1965, 1971), et une multitude de conflits armés (1999, 2001-2002, 2018-2019). Au centre de cette rivalité réside la problématique

²² L'objectif est de dresser une liste non exhaustive des indicateurs de stabilité du pays, mais aussi ceux qui contribuent à sa déstabilisation.

des frontières et plus particulièrement la région du Cachemire divisée en deux territoires et source d'instabilité politique.

Le contexte politique indien est caractérisé par une vie démocratique diversifiée, et une alternance bipartite (grandes coalitions) au pouvoir, mais aussi par des attentats terroristes dans différentes régions. L'Inde est une démocratie représentative dont l'organisation des pouvoirs se base sur le cadre d'un État fédéral (Constitution de type fédéral), et dont le régime politique est parlementaire (Perspective 2016). L'État fédéral indien appuie sa légitimité sur des institutions politiques fortes (séparation des pouvoirs) et le respect de la primauté du droit. La République indienne est laïque (inscrit dans la constitution), car l'État n'a aucune religion officielle et celui-ci reconnaît toutes les religions de manière égale. Le système électoral de type majoritaire uninominal à un tour s'inscrit dans un paysage politique multipartiste où deux principaux partis de coalition, le Congrès national indien (CNI)²³ et le Parti du peuple indien (*Bharatiya Janata Party* ou BJP)²⁴ dominent la scène politique fédérale depuis les années 1980. Les questions entourant le terrorisme politique occupent aussi une importante place dans le monde politique et dans la société indienne, car elles touchent directement à l'enjeu de la sécurité, un sujet omniprésent dans l'arène politique. Cette source de préoccupation n'est pas sans fondement puisqu'en 2016 l'Inde a connu le troisième plus grand nombre d'attaques terroristes (927 attentats) derrière l'Afghanistan (1340 attentats) et devant le Pakistan (734 attentats), et dont 19% d'entre eux étaient concentrés dans le seul État du Jammu-et-Cachemire (The Economic Times 2018).

²³ Le CNI est rattaché à la famille Gandhi Nehrū est un parti de centre gauche sociale-démocrate soutenu par une alliance progressiste unie (coalition des partis de centre gauche).

²⁴ Le BJP est un parti de droite nationaliste hindou qui s'appuie sur une alliance démocratique nationale (coalition des partis de droite).

Le paysage économique indien est marqué par une forte croissance de son économie (intérieure et extérieure), des prévisions économiques positives, et un défi important au niveau de l'attraction des investissements étrangers. Le produit intérieur brut (PIB) du pays est l'un des plus dynamiques au monde (7,2%) depuis les quinze dernières années (Québec, MEI 2018). Avec la libéralisation économique du pays dans les années 1990, l'économie indienne s'affirme progressivement sur la scène internationale jusqu'à atteindre aujourd'hui le rang de cinquième puissance économique mondiale devant la France et l'Angleterre. Le PIB indien s'élève à 2 263,8 milliards de dollars américains et ses principaux secteurs d'activités sont les services avec 53% du PIB, l'industrie avec 30% et l'agriculture avec 17% (Québec, MEI 2018). Avec un solde budgétaire déficitaire qui correspond à 7% de son PIB, et d'un commerce extérieur s'élevant à 918,5 milliards de dollars, les perspectives économiques demeurent optimistes, car les « prévisions du FMI indiquent une croissance de l'économie indienne de 7,4% en 2018 et de 7,8% en 2019 » (Québec, MEI 2018).

Toutefois, l'Inde fait face à un défi important, elle doit attirer les investissements étrangers pour créer un afflux massif des capitaux dans le marché intérieur afin de soutenir son développement économique (Québec, MEI 2018). Pour répondre à ce défi, le gouvernement du BJP a entamé des réformes économiques afin de faciliter l'investissement étranger, et il a aussi aboli la loi sur les achats fonciers dont le but était de réaliser systématiquement des études d'impacts sociaux sur les projets industriels ou d'infrastructure et « les clauses imposant l'accord de 80 % des occupants dans le cas d'un projet privé, et 70 % dans le cas d'un partenariat public-privé » (Racine 2015). Un contrecoup socio-économique majeur de ces actions gouvernementales est l'accaparement des terres et l'expropriation de ses habitants par les gouvernements régionaux et central au profit du développement économique (Racine 2015).

Le contexte social indien est caractérisé par une population dense et diversifiée (langues et religions), ainsi que par d'importants conflits intercommunautaires. La population de l'Inde se chiffre à plus de 1.3 milliard d'habitants, soit la deuxième plus grande au monde. La densité de la population est en moyenne de 450,42 personnes par km carré avec un important déséquilibre entre les populations rurales (66,47%) et urbaines (33,53%), et ce malgré une urbanisation en croissance continue depuis 1960 (moyenne annuelle 10,67% dans les agglomérations de plus d'un million de résidents) (Perspective 2016). La Constitution indienne reconnaît 22 langues officielles²⁵, et parmi elles le Hindi est le plus couramment parlé avec 41% et en second le Bengali avec 8.1% (Boisvert 2015). Bien que le pays soit laïc, l'Inde reste profondément religieuse et reconnaît sept religions officielles²⁶, dont l'hindouisme constitue la majorité avec 78% de la population indienne suivi par les musulmans avec 18% (Boisvert 2015). Les différentes langues et allégeances religieuses contribuent grandement à distinguer les identités ethnoculturelles des diverses communautés indiennes, mais elles constituent aussi un vecteur important dans les tensions entre les communautés. En 2017, l'Inde s'est classé au quatrième rang mondial pour les conflits intercommunautaires violents, et dont l'État le plus peuplé du pays, l'Uttar Pradesh, est l'épicentre avec 195 conflits violents dont 44 morts en une seule année (Mallapur 2018).

2.2.2 Analyse macro des risques politiques : géopolitique, politiques gouvernementales et instabilité nationale.

Maintenant que l'approche théorique a été détaillée et qu'une évaluation qualitative de la stabilité du pays a permis de dresser un portrait de l'Inde, une question s'impose : quels risques

²⁵ Ces langues peuvent être divisées en trois grandes familles linguistiques : les langues indo-européennes parlées dans la majorité des États (le hindi en fait partie), dravidiennes appartenant aux États du sud et tibéto-birmanes (petites minorités linguistiques situées dans la région himalayenne) (Boisvert 2015).

²⁶ Hindouisme, islam, sikhisme, christianisme, jaïnisme, bouddhisme et zoroastrisme (parisi) (Boisvert 2015).

politiques ont le potentiel d'engendrer des effets négatifs sur la mise en oeuvre du mandat du BQM?

Pour les gouvernements et les acteurs économiques, les risques géopolitiques sont liés aux conséquences causées par l'ascension des grandes puissances, ou encore par l'impact des guerres conventionnelles ou non conventionnelles (Bremmer et Keat 2009). Ce type de risque peut représenter une menace directe à l'existence même d'un pays ou encore sur le marché financier de celui-ci et donc potentiellement aux entités étrangères présentes sur son territoire. Pour analyser ce type de risques, il sera question d'utiliser certains concepts clefs du réalisme néoclassique²⁷, et des études de sécurité²⁸ (Macleod et O'Meara 2010).

L'ascension de la Chine à titre de puissance régionale et mondiale constitue un premier risque géopolitique car celle-ci s'affirme militairement et commercialement vis-à-vis de son voisin indien. Les deux puissances étatiques²⁹ sont prises dans un dilemme de sécurité³⁰ alimenté par les revendications, la mobilisation militaire et les escarmouches. Dans le cadre de leurs politiques étrangères respectives, l'Inde revendique les territoires de l'Aksai, et la Chine revendique l'État indien de l'Arunachal Pradesh. Face à ces revendications, les deux belligérants ont décidé de prendre des mesures défensives, et l'importante mobilisation militaire le long de la frontière en constitue un élément central (The Times of India 2018). Autre signe de tension qui renforce le cercle vicieux de défense et contre-défense, les escarmouches à la frontière sino-

²⁷ L'équilibre des puissances, l'intérêt national et la puissance étatique (Macleod et O'Meara 2010, 130).

²⁸ Le dilemme de la sécurité, la sécurisation et la sécurité nationale (Macleod et O'Meara 2010, 130).

²⁹ « Capacité des dirigeants d'un État d'extraire ou de mobiliser des ressources pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère » (Macleod et O'Meara 2010, 130).

³⁰ « Toute tentative de la part d'un État de prendre des mesures pour se défendre risque d'être interprétée comme une menace potentielle de la part des autres états, qui se voient obligés, à leur tour, de s'armer pour se défendre contre une menace appréhendée, créant ainsi un cercle vicieux de défense et de contre-défense, et donc un dilemme apparemment insoluble, qui rend impossible l'objectif d'atteindre une situation de sécurité permanente » (Macleod et O'Meara 2010, 487).

indienne sont fréquentes entre les militaires qui y patrouillent. À titre d'exemple, la seule construction d'une route chinoise le long de la frontière (dans le Doklam) à la fin de l'été 2018 avait ravivé les tensions, causant un incident diplomatique entre les deux puissances régionales et le Bhoutan (The Economic Times 2018).

L'ascension de la Chine déstabilise l'équilibre des puissances régionales³¹, ainsi que les intérêts nationaux³² de l'Inde sur le plan économique. Le dossier emblématique de cette rivalité économique dans l'Asie du Sud concerne la construction d'une nouvelle route de la soie chinoise, et dont l'une de ses branches doit passer par la partie du Cachemire administrée par le Pakistan et revendiqué par l'Inde (De Grandi 2018). Le projet prévoit « la construction d'un énorme corridor économique à travers le Pakistan, d'un montant estimé à 50 milliards de dollars, entièrement financé et construit par les Chinois » (De Grandi 2018), et ce afin de relier la Chine à l'océan Indien. Dans le cas de l'Asie du Sud-est, les échanges commerciaux bilatéraux entre l'Inde et l'ASEAN³³ ont franchi la barre des 80 milliards de dollars en 2018. Ceux-ci sont toutefois entravés par la forte présence de la Chine dans les différents pays de l'ASEAN³⁴, car celle-ci fournit à elle seule 17% (380 milliards de dollars) des importations dans la région, contre 5% en 2000 (Thu Hà 2018).

Les relations entre l'Inde et le Pakistan constitue un deuxième risque géopolitique liée à l'impact d'une potentielle guerre conventionnelle ou non conventionnelle. Les questions de

³¹ « Une situation où aucun État ou alliance d'États ne se trouve dans une position de domination par rapport aux autres. Un équilibre des puissances peut-être global ou régional » (Alex Macleod et O'Meara 2010, 130).

³² « Les intérêts nationaux ne sont pas une donnée fixe. Il s'agit des objectifs primordiaux poursuivis par un État pour assurer sa place dans le système international et est défini par ses dirigeants » (Macleod et O'Meara 2010, 130).

³³ Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

³⁴ Les échanges commerciaux entre l'ASEAN et la Chine sont chiffrés à 514,8 milliards de dollars américains. La Chine investit pour 41,4 milliards de dollars dans la région, et ce principalement dans le domaine des ressources minières et de l'énergie, soit 69% de ses investissements en ASEAN (Thu Hà 2018).

sécurité nationale³⁵ et de sécurisation³⁶ sont omniprésentes dans la relation indo-pakistanaise, et ce d'autant plus que les deux pays ont reconnu en 1998 posséder l'arme nucléaire (Drouhaud 2006). La rivalité géopolitique entre les deux nations est pour le gouvernement indien une menace permanente jugée existentielle due à la menace de guerre nucléaire, mais aussi pour la stabilité du pays. L'État indien a identifié les problématiques frontalières comme un enjeu sécuritaire central, car au Jammu-et-Cachemire (partie indienne) plusieurs groupes armés revendiquent l'indépendance du Cachemire ou son rattachement au Pakistan³⁷. De ce fait, les attaques terroristes et les affrontements avec les forces de l'ordre se sont multipliés au fil du temps jusqu'à tout récemment en novembre 2018, où les affrontements ont causé la mort de vingt-deux personnes en une semaine (La Presse 2018). Dans ce contexte de tension, un commentaire militaire peut-être interprété comme une menace potentielle. À titre d'exemple, en octobre 2018, le chef de l'armée indienne Bipin Rawat a déclaré que « l'Inde ne s'empêchera pas de répondre à une agression pakistanaise et a mis en doute les lignes rouges d'Islamabad » (Motwani 2018), et en réponse à cette déclaration un porte-parole de l'armée pakistanaise a mis en garde Rawat contre toute action militaire, car le statu quo n'est pas un état permanent.

Le deuxième type de risque concerne les politiques gouvernementales qui ont un impact sur le marché des capitaux³⁸. Ces politiques peuvent avoir un effet indirect (ex. Idéologies) ou direct sur le marché (ex. Politiques économiques). Ces risques politiques doivent être

³⁵ « Conception de la sécurité qui met l'accent sur la défense militaire de l'État, de son territoire et de sa population contre une menace jugée existentielle » (Macleod et O'Meara 2010, 487).

³⁶ « Concept clé de l'École de Copenhague qui indique le processus par lequel un problème politique, social, économique ou écologique est désigné comme un enjeu de sécurité » (Macleod et O'Meara 2010, 487).

³⁷ Le gouvernement indien accuse régulièrement le Pakistan d'aider les mouvements séparatistes au Cachemire, ainsi que de laisser « des mouvements extrémistes islamiques fomenter des attentats sur l'ensemble de son territoire ou de les organiser lui-même par l'intermédiaire de son principal service de renseignement » (Lamballe 2017).

³⁸ « Le marché financier ou marché boursier est le marché des capitaux à long terme. Épargnants et investisseurs sont mis en relation par le biais des intermédiaires financiers et de la bourse, au sein de laquelle se vendent et s'achètent des valeurs mobilières telles que les actions et les obligations » (Le Monde 2019).

particulièrement pris en compte dans les marchés émergents, tels que l'Inde, car il s'agit de pays dans lesquels la politique compte au moins autant que l'économie pour influencer sur les résultats du marché (Bremmer et Keat 2009). Afin d'identifier ces risques et leurs effets sur le marché des capitaux et les investissements étrangers, il sera question d'analyser le cas du gouvernement indien de Narendra Modi à travers une série d'indicateurs : l'idéologie, les politiques et les résultats électoraux.

Depuis la mise en place des réformes libérales, les différents gouvernements ont dans l'ensemble adhéré à ces principes économiques renforçant la réputation du marché indien sur la scène internationale. Toutefois, il est possible de constater une rupture entre la politique indienne des vingt-cinq dernières années et le gouvernement élu en mai 2016. L'idéologie conservatrice et nationaliste du présent parti au pouvoir, le BJP, et de son premier ministre, Narendra Modi, influence indirectement le marché des capitaux. Le conservatisme du BJP se base sur plusieurs idées maîtresses dont le respect de la tradition hindouiste et une forte préoccupation morale (anticorruption) (Parenteau et Parenteau 2009). Le nationalisme revendiqué par le BJP cible essentiellement la majorité hindoue et cherche chez cette dernière l'exaltation du sentiment national (intérêts nationaux et identité culturelle) devant les diverses menaces intérieure ou extérieure (économique, sociale, etc.). Le nationalisme conservateur hindou appelle à « un certain redressement de la société afin de faire face à la menace de déclin ou de décadence qui pèse sur celle-ci » (Parenteau et Parenteau 2009, 165). Cet appel peut se matérialiser sous forme de loi, et ainsi avoir un impact sur le marché des capitaux. À titre d'exemple, en 2016 Narendra Modi a mis en place une politique de démonétisation³⁹ par préoccupation morale et dans le but de contrer le

³⁹ « La mesure de démonétisation s'inscrit dans un combat contre le marché noir et la fraude fiscale. En Inde, où l'économie est dominée par les transactions en espèces, les gens choisissent souvent de conserver leur argent chez eux plutôt que de le déposer dans les banques, craignant de devoir payer des impôts » (Pavic 2017)

trafic d'argent illégal, la corruption et l'évasion fiscale, mais celle-ci aura un effet négatif sur la croissance de l'Inde (Kappor 2018).

Sur le plan des politiques économiques, qui elles ont un effet direct sur le marché des capitaux, le gouvernement indien a opté pour une posture économique nationaliste. Celui-ci a mis l'accent sur le contrôle interne de l'économie par l'utilisation de mesures protectrices afin de mieux contrôler la circulation des biens et des capitaux en provenance de l'étranger, mais aussi en favorisant les biens et services indiens parfois au détriment de produits étrangers. L'attitude protectionniste adoptée par le BJP se manifeste principalement par la politique *Made in India*⁴⁰ et les mesures qui en découlent pour la protéger dont l'augmentation des droits de douane. Pour aider les petites et moyennes entreprises et amoindrir le déficit commercial de l'Inde (1.3 milliard de dollars américains) le gouvernement a augmenté les droits de douane à deux reprises (2017-2018), ainsi que plus récemment la taxe prélevée sur tous les produits importés (3% à 10%), et ce au grand malheur des entreprises étrangères qui investissent dans le pays (Bouissou 2018).

Les élections peuvent influencer indirectement le marché des capitaux, et ce dépendamment de l'attitude des partis politiques et l'incertitude qui entoure leurs décisions une fois au pouvoir. L'élection du BJP en 2016 avait suscité de grandes attentes chez les entreprises étrangères pour continuer la libéralisation de l'économie et poursuivre le processus de mondialisation du marché indien. Cela dit, malgré un départ positif pour les investisseurs étrangers, avec la réforme du système fiscal, le gouvernement de Narendra Modi a progressivement opté pour une posture économique protectionniste. Dans cette optique, il est possible de constater une attitude récalcitrante chez les investisseurs étrangers à l'idée d'une

⁴⁰ L'objectif est « de faciliter les investissements, favoriser l'innovation, améliorer le développement des compétences, protéger la propriété intellectuelle et mettre en place les meilleures infrastructures de production en Inde » (PMINDIA 2019).

réélection du BJP aux prochaines élections générales en mai 2019. Cette posture pourrait amener certains investisseurs à renoncer au marché indien dû à l'incertitude qui y règne, et ce d'autant plus que les récentes déclarations de Narendra Modi sont contradictoires puisqu'il a défendu la mondialisation économique (libre circulation des biens et des capitaux) au forum économique de Davos, et dans le cadre du budget indien de 2018 il a augmenté les droits de douane (Hiault 2018).

Le troisième type de risques est relié à l'instabilité nationale et son impact négatif sur les investisseurs et les entreprises étrangères. Il existe plusieurs indicateurs pour mesurer l'instabilité nationale, mais dans le cas de l'Inde il sera question d'analyser les questions de désordre civiles et plus particulièrement les émeutes⁴¹ intercommunautaires (Bremmer et Keat 2009). Ce type d'émeute n'est pas nouveau dans le pays et surtout elles tendent à augmenter, car entre 2014 (élection du BJP) et 2017 les violences intercommunautaires (émeutes) ont connu une augmentation de 28% selon les chiffres du ministère de l'intérieure (Mallapur 2018). Cette tendance se confirme progressivement à l'approche des prochaines élections générales.

Les émeutes intercommunautaires indiennes partagent entre elles plusieurs similitudes au niveau culturel, économique et politique. Les violences qui prennent place lors de ces émeutes sont « davantage motivées par des objectifs socioéconomiques ou politiques, le registre religieux étant alors utilisé parce qu'il offrait des "rituels de provocation" indispensables à la mobilisation de "sa" communauté et au déclenchement de violences » (Jaffrelot 1992). Les émeutes répondent à divers objectifs⁴², et ce dépendamment du contexte, il peut s'agir de la destruction de biens

⁴¹ L'émeute est définie comme une forme d'action collective et cette dernière appartient au répertoire de l'action politique qui prend source dans des motivations sociales, économiques et culturelles (Kokoreff 2006).

⁴² Cependant, l'éclatement des violences s'inscrit constamment dans le même cadre, soit une atteinte publique des symboles religieux de la communauté ciblée (Jaffrelot 1992).

économiques pour affaiblir des rivaux, une affirmation territoriale ou encore l'exode forcé (Jaffrelot 1992).

Les élections générales de mai 2019 constituent une source de tension importante qui pourrait engendrer une augmentation du nombre d'émeutes intercommunautaires. Les politiques de Narendra Modi et son idéologie nationaliste (basée sur la majorité hindoue) ont aggravé les tensions communautaires dans les États gouvernés par le BJP depuis son élection en 2014 et celles-ci seraient amplifiées dans les États où les chefs nationalistes hindous pourraient faire campagne sur des questions identitaires et culturelles (The Economic Times 2019). Dans ce contexte, les rituels de provocation religieuse indispensables à la mobilisation communautaire et aux déclenchements des violences connaîtraient une augmentation significative, et de ce fait ouvriraient la porte à certaines communautés pour atteindre leurs objectifs politique et économique. Par exemple dans l'État de l'Uttar Pradesh (bastion du BJP), où les violences intercommunautaires (hindous et musulmans) ont connu la plus importante augmentation (47%) entre 2014 et 2017, il serait possible de voir des groupes en provenance de la majorité hindoue (main-d'oeuvre moins qualifiée) chercher à travers les émeutes à détruire les biens économiques de la communauté musulmane (main-d'oeuvre plus qualifiée) afin d'affaiblir celle-ci (Jaffrelot 1992; Mallapur 2018).

2.2.3 Analyse micro des risques politiques : terrorismes et expropriations

Le quatrième risque touche au terrorisme politique⁴³ et leur impact sur les entreprises étrangères ou encore les organisations gouvernementales. Afin d'identifier ces types de risques, il sera question de cartographier les différents groupes terroristes actifs en Inde et d'analyser plus

⁴³ Par risque de terrorisme politique, il est question ici de « l'usage calculé de la violence illégale [...] pour inculquer la peur : destiné à contraindre ou à intimider les gouvernements ou les sociétés dans la poursuite d'objectifs généralement politiques, religieux ou idéologiques. » (Bremmer et Keat 2009, 106).

en profondeur (environnement et organisations) deux groupes terroristes (A. Stewart 2018; Jaffrelot 2010). De plus, nous verrons comment le gouvernement indien tente de prévenir les attaques terroristes (maintien de l'ordre), et si les méthodes utilisées sont efficace pour briser le cycle violence-répression (Lake 2017).

Il existe présentement en Inde plus d'une dizaine de groupes terroristes reconnus officiellement par l'État et toujours en activité (Government of India 2019). Ceux-ci peuvent être classés en quatre catégories. Les mouvements maoïstes sont localisés dans la région du nord-est de l'Inde⁴⁴. Les mouvements séparatistes sont eux aussi localisés dans la région du nord-est et dans le nord de l'Inde⁴⁵. Les groupes nationalistes hindous ne sont pas propres à une région ou un État particulier, mais ils proviennent majoritairement d'États où il existe d'importantes tensions entre les communautés⁴⁶. Les groupes islamistes sont localisés dans plusieurs régions en Inde et à l'extérieur du pays⁴⁷, et leurs objectifs varient entre revendication séparatiste, religieuse et sociale (Jaffrelot 2010).

Depuis les années 2000, les groupes islamistes ont été les plus actifs en terme d'attaque et plus particulièrement le Lashkar-e-Taiba (LET) et le Jaish-e-Mohammed (JEM). En ce sens, ces deux groupes constituent la menace principale en terme de risques de terrorisme politique. Le

⁴⁴ Parti communiste maoïste du Manipur et Conseil socialiste national du Nagaland sont respectivement implantés en Maipur, Assam et Nagaland (Government of India 2019). Ces derniers ont pour objectif de mettre en place une société communiste par la guerre révolutionnaire (Jaffrelot 2010; Perspective 2016).

⁴⁵ Front démocratique national de Bodoland, Front uni de libération de l'Assam, *Hyniewtrep National Liberation Council* et la Fédération internationale de la jeunesse sikh sont respectivement implantés en Assam, Meghalaya, Jammu-et-Cachemire et au Punjab (insurgés sikhs) (Government of India 2019). Ces groupes revendiquent l'indépendance de leurs régions, car ils jugent que l'État indien n'est pas légitime et autoritaire vis-à-vis leurs communautés respectives (Jaffrelot 2010; Perspective 2016).

⁴⁶ Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) ou Organisation patriotique nationale. Ces groupes réactionnaires, surtout après la vague d'attentats islamistes des années 2000, ont pour objectif de s'attaquer aux éléments jugés perturbateurs (musulmans et hindous pacifistes) afin de conserver l'unité nationale basée sur la majorité hindoue (Jaffrelot 2010).

⁴⁷ Jaish-e-Mohammed, Lashkar-e-Taiba, *Students Islamic Movement of India*, Hizbul Mujaideen et Harakat ul-Mujahidin sont respectivement implantés en Jammu-et-Cachemire et Assam, ainsi qu'au Pakistan, au Bangladesh et en Afghanistan (Government of India 2019).

LET est « un groupe jihadiste d'obédience salafiste et instrumentalisé par les services de renseignement de l'armée pakistanaise (ISI) pour mener une guerre asymétrique contre l'Inde au Cachemire » (Jaffrelot 2010, 96). Les objectifs principaux sont d'islamiser le Jammu-et-Cachemire et le rattacher au Pakistan, lutter pour la libération de musulmans indiens et restaurer le califat indien (Jaffrelot 2010). Malgré un effort soutenu par l'organisation pour se rapprocher de la population civile du Cachemire (ex. Aide aux victimes du séisme de 2005), le groupe n'a pas réussi au fil des années à s'implanter efficacement dans le territoire, et ainsi offrir des services sociaux permettant un meilleur recrutement, et une plus grande légitimité⁴⁸ auprès de la population (A. Stewart 2018).

Le groupe islamiste JEM a eu une trajectoire semblable au LET en terme d'objectif et d'action terroriste sur le territoire indien (ex. Attentat à Mumbai en 2006). Ces derniers ont pour but l'indépendance du Cachemire, ou son rattachement au Pakistan et l'islamisation de la région⁴⁹. Toutefois, contrairement au LET, le JEM possède des bases plus solides (implication sociale) au Jammu-et-Cachemire et une plus grande légitimité sociale puisqu'il a été créé dans cet État par des musulmans du Cachemire indien et pakistanais (A. Stewart 2018; Jaffrelot 2010). De cette manière, le mouvement d'insurrection local est alimenté par le JEM qui lui devient plus apte à recruter des membres sur le terrain et à renforcer les revendications du groupe auprès de la population du Cachemire (A. Stewart 2018). Le JEM est présentement l'organisation terroriste la plus active avec d'importantes attaques meurtrières en 2016 contre une base militaire indienne, et en février 2019 contre un convoi militaire indien dans le Jammu-et-Cachemire (Hashim 2019).

⁴⁸ La majorité des membres de l'organisation sont pakistanais (80%) et l'ensemble de leurs opérations est lancé du Pakistan vers des cibles stratégiques (ex. Attentat à New Delhi en 2000 et à Mumbai en 2008) (Jaffrelot 2010).

⁴⁹ L'organisation est supportée monétairement et matériellement (camps d'entraînement) par le Pakistan et possède une base en Afghanistan.

Le gouvernement indien tente de prévenir les attaques terroristes en déployant d'importants moyens financiers pour maintenir l'ordre et mener des actions militaires contre les groupes islamistes dans le Cachemire. Depuis 1987, l'État indien pratique une politique antiterroriste et répressionniste (tortures et exécutions extrajudiciaires) au Cachemire, et c'est dans cette ambiance qu'un cycle de violence-répression s'est créé (Grare 2008; Farcis 2016). Ce dernier n'a jamais été brisé, car les gouvernements indiens n'ont pas dérogé à cette politique répressionniste, et de plus les institutions locales (cours de justice, parlement, stations de police) sont limitées dans leurs capacités à contribuer à une paix durable voire au contraire ils contribuent à attiser les tensions (Lake 2017; Grare 2008). Les méthodes utilisées par le gouvernement indien n'aident pas à régler le conflit à long terme puisqu'incapables de sortir du cycle violence-répression.

Le dernier risque politique touche à l'expropriation d'entreprises étrangères par un gouvernement qui adopte une attitude négative à l'endroit des investisseurs étrangers. Pour analyser les risques d'expropriation en Inde, il faut repérer les indicateurs internationaux et nationaux pour appréhender l'ampleur des risques encourus par les entreprises étrangères (Bremmer et Keat 2009). Nous verrons également que la propagande est un outil utilisé par les gouvernements régionaux pour justifier aux yeux de sa population l'expropriation d'habitants, et ce au profit de zone économique spéciale (ZES) qui attire des investissements étrangers (S. Jowett et O'Donnell 2012).

Au niveau international, l'Inde est membre de plusieurs organisations internationales⁵⁰, régionales⁵¹, et impliquées dans de nombreux accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux⁵².

⁵⁰ Exemples : Organisation mondiale du commerce, Le Fond Monétaire international et la Banque mondiale.

⁵¹ Exemples : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale et Banque asiatique de développement.

Ces implications économiques entraînent des obligations pour l'Inde de favoriser la liberté des échanges, la non-discrimination économique, une saine compétitivité, la prévisibilité et la transparence (Organisation Mondiale du Commerce 2019). Le pays est donc engagé sur la scène internationale à ne pas exproprier des entreprises étrangères sans raisons valables et dédommagement monétaire, puisqu'il serait à l'encontre de ses obligations internationales. Toutefois, malgré une croissance importante du PIB et une augmentation des échanges commerciaux (41% du PIB) l'économie indienne reste intégrée modérément aux « chaînes de valeur ainsi qu'aux échanges commerciaux et financiers mondiaux » (Québec, MEI 2018).

Au niveau national, le gouvernement nationaliste conservateur de Narendra Modi a adopté progressivement une posture économique protectionniste vis-à-vis du commerce extérieur, et ce notamment par l'augmentation des frais de douanes, mais aussi en ne concluant pas d'accord de libre-échange avec ses principaux partenaires commerciaux⁵³ (Bergevin-Chammah 2018). Cela dit, le nationalisme indien présentement pratiqué par le BJP ne s'inscrit pas dans une mouvance de nationalisation des entreprises et des ressources du pays, soit une attitude déterminante dans l'expropriation. Au contraire les politiques publiques du gouvernement, tel que l'unification du système fiscal du pays (réduction des barrières intérieures entre États), démontrent que le gouvernement veut faciliter les investissements étrangers (Bergevin-Chammah 2018). Cette posture économique pragmatique est motivée par un désir d'attirer les capitaux étrangers dans le marché intérieur pour mieux soutenir son développement économique.

Cette attitude pragmatique est d'autant plus frappante lorsque nous constatons que le gouvernement indien utilise l'expropriation non pas contre des entreprises étrangères, mais plutôt

⁵² Exemples : Accord avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'initiative de la baie du Bengale, l'accord commercial Asie-Pacifique, l'accord avec le Sri Lanka, l'accord avec l'Union européenne.

⁵³ Chine, les États-Unies, l'Union européenne, l'Arabie Saoudite ou encore les Émirats arabes unis (Bergevin-Chammah 2018).

dans la majorité des cas contre des habitants indiens opposés à des promoteurs de ZES ou encore des gouvernements régionaux (Kennedy 2015; Butel et Létang 2017). De plus, l'État indien n'hésite pas à utiliser la propagande⁵⁴ pour justifier son action auprès de l'ensemble de la population (S. Jowett et O'Donnell 2012). Il est possible de constater que de nombreux « gouvernements régionaux ont invoqué le pouvoir d'expropriation au nom de l'intérêt général (*public interest*), pour justifier la réquisition de force des terrains qu'ils cèdent ensuite aux promoteurs de ZES » (Kennedy 2015, 9). Pour justifier ces actions, il n'est pas rare de voir une campagne d'information mise en place pour persuader la population de l'importance de développer l'économie en attirants des investisseurs étrangers (ex. Le *Global Investor Summit* dans l'État du Jharkhaed) (S. Jowett et O'Donnell 2012; Butel et Létang 2017).

2.3 La gestion des risques politiques : compréhension et recommandations

Les risques politiques ont été identifiés et analysés néanmoins quels sont les impacts négatifs que peuvent infliger ces risques à l'endroit du BQM, et est-il possible pour le bureau d'en gérer les conséquences néfastes, ou encore de les éviter ?

L'identification et la compréhension des risques politique ne suffisent pas pour atténuer le potentiel négatif que leurs impacts peuvent générer. Il faut également être capable de communiquer clairement les résultats de l'analyse, car le BQM doit comprendre les risques pour pouvoir agir en conséquence (Bremmer et Keat 2009). C'est pourquoi une fois le lien entre les

⁵⁴ «La propagande est une forme de communication qui tente d'obtenir une réponse conforme à l'intention souhaitée du propagandiste (...) un modèle de propagande décrit comment des éléments de communication informative et persuasive peuvent être intégrés à la communication propagandiste, distinguant ainsi la propagande en tant que classe spécifique de communication » (S. Jowett et O'Donnell 2012, 1).

risques politiques et le BQM bien détaillé, nous verrons qu'il existe des moyens d'amoindrir les impacts négatifs de ces risques ou encore de les éviter.

2.3.1 Compréhension des risques politiques et conséquences pour le BQM

Les risques géopolitiques ont le potentiel d'influencer directement les intérêts économiques du BQM qui concerne la promotion du commerce entre le Québec et l'Inde, la promotion de l'investissement québécois en sol indien, et dans une autre mesure la mission même du mandat du bureau. Présentement, l'ascension de la puissance chinoise et la menace de conflits armés avec le Pakistan créent un contexte d'insécurité politique (ex. revendications territoriales) et économique (ex. intérêts économiques régionaux). Une escalade rapide des tensions entre l'Inde et l'un de ses deux voisins a le potentiel de créer à court terme un climat d'incertitude (risque de déstabilisation du marché) chez les entreprises québécoises désireuses de commercer ou encore d'investir dans l'économie indienne⁵⁵. Ce climat pourrait engendrer à son tour une diminution du commerce entre le Québec et l'Inde qui se chiffre à plus de 1.6 milliard de dollars canadiens (Québec, MEI 2018). À moyen et long terme, l'escalade des tensions peut mener à un ou des affrontements militaires (scénario catastrophe), et dans cette optique le BQM ne serait pas en mesure d'accomplir sa mission puisqu'il devrait fermer ses portes⁵⁶.

Les risques attribués aux politiques gouvernementales possèdent la capacité d'avoir un effet négatif (indirect et direct) sur le BQM en créant des changements dans les résultats économiques, et ce au niveau de l'investissement et du commerce. Bien que le régime politique indien a favorisé une ouverture graduelle de son économie sur le monde, l'idéologie

⁵⁵ En 2018, les investissements de la Caisse de dépôt et placement en Inde se chiffraient à 4 milliards de dollars (Larocque 2018).

⁵⁶ «Pour la diplomatie québécoise, les principales conséquences de la guerre du Golfe se seront probablement limitées à la fermeture d'un bureau de recrutement d'immigrants à Damas et à l'annulation de missions commerciales en Égypte, en Israël, en Iran et... au Koweït » (Thérien 1991).

(conservatrice et nationaliste) de l'actuel gouvernement, ses politiques économiques nationalistes (*Made in India*) et l'annonce de nouvelle élection (incertitude économique) constituent des éléments de risque pour le BQM. Ceux-ci affectent le mandat du bureau puisqu'il devient difficile de faire une promotion efficace du marché indien auprès des entreprises québécoises lorsque l'idéologie du gouvernement indien (préoccupation morale) influence (politique de démonétisation) négativement la croissance de sa propre économie. Les politiques économiques protectionnistes (augmentation des taxes douanières) ont des conséquences négatives directes sur les produits québécois exportés (523,9 millions de dollars) (Québec, MEI 2018). De plus, les prochaines élections générales pourraient influencer indirectement les relations économiques en créant un climat d'incertitude sur le marché des capitaux, et ce advenant une victoire du BJP et une poursuite des mesures protectionnistes.

Les risques touchant à l'instabilité nationale et plus particulièrement les émeutes intercommunautaires peuvent affecter négativement le BQM, et cela de manière directe en causant des pertes matérielles, ou encore indirectement en générant une ambiance d'insécurité sociale à l'approche d'élections générales, ainsi qu'une diminution de l'attractivité des marchés locaux. Les émeutes engendrent d'importants coûts financiers par la destruction de matériel (ex. bureaux, voitures, marchandises) et ensuite par l'augmentation des frais d'assurance. Or, le BQM n'est pas à l'abri de tels effets puisqu'en 1992 des émeutes intercommunautaires avaient causé la mort de plus de 1700 personnes à Mumbai, ainsi que la destruction de nombreux bâtiments (commerces, bureaux, mosquées, etc..) causant d'importantes pertes matérielles. Le BQM peut aussi être touché indirectement, car les prochaines élections générales ont le potentiel d'aggraver les tensions communautaires et ainsi mener à l'éclatement d'émeutes dans différents États suivant le niveau de polarisation politique. Celles-ci en plus de causer des pertes matérielles à des

partenaires du BQM (entreprises locales), ou encore à des compagnies québécoises, créent une ambiance d'insécurité contre-productive pour attirer les investissements québécois.

Les risques liés au terrorisme politique, qui semblent bien incrustés dans le paysage politique (cycle violence-répression), peut potentiellement influencer le BQM de trois manières : 1) les différents groupes terroristes par leurs attaques créent une atmosphère peu propice à l'importation de produits indiens, 2) les groupes islamistes cibles des infrastructures gouvernementales liées à des entreprises québécoises, et 3) les actions des groupes islamistes liés au Pakistan (JEM et LET) entraînent une escalade des tensions avec son voisin du Sud. Premièrement, le Québec importe pour 388,4 millions de dollars canadiens d'huiles de pétrole raffinées (36,5% de ses importations), or l'exploitation pétrolière indienne se situe dans le nord-est du pays, soit une région qui est régulièrement touchée par des attentats terroristes (mouvements maoïstes et séparatistes) (Québec, MEI 2018). Une augmentation significative de ces attaques pourrait décourager les investisseurs québécois à importer ce type de produit vu les risques d'attaques sur les installations pétrolières. Deuxièmement, certaines entreprises québécoises travaillent en partenariat avec le gouvernement indien, par exemple CAE Montréal exporte et implante des simulateurs de vol (34.5 millions de dollars canadiens) dans des organismes publics de transport aérien (Québec, MEI 2018). Les groupes islamistes pourraient cibler le secteur de l'aviation qui constitue une cible stratégique, et potentiellement affliger d'importants dégâts au gouvernement indien, mais aussi à ses partenaires. Troisièmement, une escalade des tensions entre le Pakistan et l'Inde est possible advenant une augmentation des attentats commis par le JEM et le LET en sol indien. Celle-ci pourrait d'ailleurs causer des incidents diplomatiques (ex. attaques de la base militaire indienne en 2016), ou encore une guerre entre les belligérants (scénario catastrophique).

L'expropriation ne semble pas constituer un risque politique imminent pour le BQM, car l'attitude du gouvernement indien est positive (ex. unification du système fiscal) à l'endroit des investisseurs étrangers. De plus, les obligations internationales de l'Inde en matière de commerce international engagent celui-ci à respecter certains principes qui favorisent les échanges avec le Québec. Cependant, la faible intégration économique de l'Inde au marché mondial, mais aussi la frêle interdépendance des économies indiennes et québécoises⁵⁷ pourrait faciliter l'expropriation d'entreprises québécoises (Québec, MEI 2018; Bremmer et Keat 2009). Le risque le plus important vient de l'expropriation des habitants indiens eux-mêmes par les gouvernements régionaux qui cherchent à attirer les capitaux étrangers (ZES) pour stimuler le développement économique. Dans certains cas, les expropriations ont mené à des manifestations et des émeutes violentes qui se sont soldées par la mort de plusieurs manifestants, et ce malgré des campagnes d'informations propagandistes mises sur pied pour justifier l'accaparement des terres (Kennedy 2015). Une escalade des tensions entre gouvernement et population pourrait mener à une augmentation des émeutes et accroître les risques politiques lié à l'instabilité nationale et donc affecter négativement le BQM selon les indicateurs vus précédemment (risque d'instabilité nationale).

2.3.2 Recommandation et réduction des impacts

Il n'existe aucune stratégie parfaite pour éviter que le BQM soit touché par les conséquences néfastes engendrées par les risques politiques. Toutefois, il est possible de formuler quelques recommandations qui permettront à l'organisme dans gérer les impacts négatifs et d'en certains cas de les éviter.

⁵⁷ La valeur des échanges commerciaux de marchandises avec l'Inde représentait 6 % des échanges avec l'Asie et 1 % des échanges internationaux de marchandises (Économie et Innovation 2018) .

Tout d'abord, les risques géopolitiques tels que l'ascension de la puissance chinoise et l'éventualité d'une guerre indo-pakistanaise constituent des menaces majeures, puisqu'ils ont un potentiel nocif important en nuisant au commerce indo-québécois, ou en mettant fin aux activités du BQM. Le bureau ne possède ni la capacité ni les moyens d'éviter ou d'empêcher qu'un de ces deux risques ne l'impacte à court, moyen ou long terme. Cela dit, il est possible de minimiser les pertes financières advenant une escalade des tensions menant à un scénario catastrophe (guerre conventionnelle ou non conventionnelle) en contractant une assurance. Les assurances risques politiques⁵⁸ couvrent les pertes matérielles liées à une grande variété de risques géopolitiques dont les perturbations du commerce et les guerres (Bremmer et Keat 2009).

Deuxièmement, les risques liés à des politiques gouvernementales sont très certainement les plus communs et les plus nombreux, et donc ils constituent une source omniprésente d'impacts potentiels pour le BQM. Qu'il s'agisse de l'idéologie du gouvernement de Narendra Modi, de ses politiques ou encore d'élection générale des conséquences négatives sont à prévoir sur le marché des capitaux et indirectement ou directement sur le commerce avec le Québec. La permanence de ces risques justifie la nécessité d'incorporer à la structure du bureau une personne chargée de repérer ces risques et d'informer la direction de leurs impacts possibles, ou encore attribué cette tâche aux attachés économiques du BQM (Bremmer et Keat 2009). Cette incorporation pourrait permettre une meilleure compréhension de ce type de risque et ainsi réduire les conséquences négatives d'un événement politique sur les partenaires du BQM et lui-même.

⁵⁸ Bien que l'assurance risque politique est fortement recommandée pour les risques géopolitiques cette dernière peut s'appliquer à l'ensemble des autres types de risques (politiques gouvernementales, instabilité nationale, terrorisme et expropriation) et de ce fait s'ajouter aux autres recommandations sans toutefois les remplacer.

Troisièmement, les risques d'instabilité nationale et plus particulièrement les émeutes intercommunautaires constituent une menace pour les investisseurs et les entreprises québécoises, ainsi que pour le BQM en sachant qu'il cherche à faire la promotion de l'Inde auprès de ces acteurs économiques. Si le bureau ne peut que prévoir l'absorption (prévenir ses partenaires) des impacts négatifs causé par une diminution de l'attractivité du marché indien du aux émeutes, il est toujours possible pour lui de promouvoir chez ses partenaires une attitude d'accommodements social. L'objectif premier est de créer des liens positifs (ex. Faire des investissements dans les infrastructures et les organismes locaux) entre les entreprises et les communautés locales pour ainsi justifier leurs présences au sein des communautés et par un attachement socio-économique, éviter d'éventuel dommage lors des émeutes (Bremmer et Keat 2009).

Quatrièmement, les risques de terrorisme sont bien implantés dans le paysage politique indien avec la prolifération des groupes radicaux et l'attitude du gouvernement indien. Le cycle de violence-répression ne semble pas favoriser leurs disparitions à moyen ou long terme. Ce type de risque peut infliger d'important dégât au BQM ou à ses partenaires (gouvernement indien, entreprises québécoises et indiennes). Cela dit, s'il est impossible de prévoir les attaques terroristes et donc d'éliminer la menace, ou encore de l'éviter, il est possible pour le bureau de mettre en place un plan qui prévoit l'impact potentiel d'une attaque, et de ce fait minimiser ces conséquences négatives par une réaction rapide et ordonnée (Bremmer et Keat 2009). Le BQM peut et devrait aussi suggérer aux entreprises Québécoises présentes en Inde d'adopter un plan similaire adapté à leurs propres réalités.

Finalement, les risques d'expropriation ne touchent pas directement⁵⁹ le BQM et à court terme ils ne semblent pas constituer une menace importante pour les entreprises québécoises présentes en Inde, ou pour celles désireuses de faire affaire avec le pays. Par contre, il est impossible de prévoir qu'à long terme le gouvernement indien garde le cap sur une politique économique favorable aux investissements étrangers et la faible intégration économique entre l'Inde et le Québec n'incarne pas un gage de protection suffisant. Le BQM devrait recommander à ses partenaires et aux entreprises québécoises intéressées à s'implanter en Inde d'atténuer ces types de risque en trouvant des partenaires locaux et internationaux (ex. Gouvernements, entreprises et investisseurs). Le bureau quant à lui devrait travailler à obtenir des engagements légaux du gouvernement indien sur la protection contre l'expropriation à travers l'établissement d'un traité bilatéral d'investissement (Bremmer et Keat 2009).

Conclusion

Le stage au BQM s'inscrit parfaitement dans le cadre du cheminement de la MAPI (concentration diplomatie et affaires internationales). Mon expérience a été l'occasion de mettre en oeuvre les savoirs pratiques et les connaissances théoriques appris durant ma formation universitaire. C'est à travers l'application de ces notions académiques tout au long de mon mandat que j'ai réussi à tirer d'importantes leçons sur la réalité des diverses facettes (analyse et gestion) du travail de politologue praticien, ainsi que sur les modes d'actions institutionnelles du MRIF. Premièrement, une bonne compréhension et une maîtrise des savoirs pratiques, tels que la rédaction de divers documents (note d'information, note de synthèse, comptes-rendus et

⁵⁹ Tel que vu précédemment dans la partie compréhension des risques politiques et conséquences pour le BQM l'expropriation en Inde touche les populations locales et crée d'importantes tensions sociales qui peuvent mener à des émeutes. En ce sens, ce risque est placé dans la partie sur les expropriations, mais les recommandations liées à l'instabilité nationale s'appliquent à cette situation précise.

techniques d'entretiens)⁶⁰ et l'analyse des politiques publiques (connaître la logique d'intervention d'une politique)⁶¹, sont essentielles au bon déroulement du stage puisqu'ils sont utilisés sur une base quotidienne (ex. Rapports diplomatiques et plan d'action de la politique internationale du Québec). Deuxièmement, l'intégration des connaissances théoriques en milieu professionnel, comme les différentes formes de diplomatie (traditionnelle et non étatique)⁶² et ses enjeux mondiaux (l'exercice de la diplomatie)⁶³, est un atout majeur, car elles permettent une compréhension plus approfondie des sujets traités par le BQM et une meilleure connaissance des enjeux entourant les pratiques diplomatiques (ex. Événements diplomatiques et rencontre avec les partenaires).

La pertinence d'une telle expérience est indéniable à mes yeux, et ce dans le cadre de ma formation universitaire et dans une optique personnelle, puisqu'elle m'a permis de comprendre le lien tangible entre le domaine académique et la pratique professionnelle. L'analyse de risques politiques m'a permis de constater que l'ensemble de mon expérience s'est construit dans une approche d'un politologue praticien analyste et dans une seconde mesure à titre de gestionnaire. Il m'est possible de remarquer au vu de la charge de travail et de la diversification des tâches et des activités qui m'ont été donné l'importance du rôle de chargé de projet au sein du BQM, et de manière plus large au sein de l'institution publique qu'est le MRIF. Le stage se révèle ici être primordial à la fois pour l'institution universitaire dans le cadre de la formation générale de la MAPI, et pour le BQM dans l'accomplissement quotidien de son mandat.

Pour terminer, j'aimerais adresser des recommandations à la personne qui me succèdera pour faciliter son intégration et sa performance au sein du BQM. Pour les personnes qui se

⁶⁰ Savoirs pratiques enseignés dans le cadre du cours : Affaires publiques et internationales.

⁶¹ Savoirs pratiques enseignés dans le cadre du cours : Méthodes d'évaluation des politiques.

⁶² Connaissances théoriques enseignées dans le cadre du cours : Diplomatie et affaires internationales.

⁶³ Connaissances théoriques enseignées dans le cadre du cours : G7 en Immersion.

rendent pour la première fois à Mumbai, qu'elles soient locales ou étrangères, il s'agit d'une ville dépaysante. Peu importe son bagage personnel vivre dans la métropole indienne implique d'enclencher un processus d'intégration qui bien souvent débute par un choc culturel. Celui-ci est d'autant plus important dans le cadre du stage puisqu'il est double, soit à l'extérieur et à l'intérieur du milieu de travail. Le stagiaire est amené à travailler dans un environnement social où la diversité interculturelle n'a aucun équivalent au Québec, et il est donc primordial d'adopter de nouveaux comportements pour s'accommoder aux nouvelles réalités. Il n'existe aucune méthode parfaite pour éviter d'être désorienté lorsque nous sommes confrontés à une telle situation, par contre il est possible de minimiser les effets de ce choc avec l'adoption d'une attitude d'ouverture, et surtout l'acquisition de connaissances sur la culture du lieu d'accueil.

« Cultivation of mind should be the ultimate aim of human existence »

Bhimrao Ramji Ambedkar

Bibliographie

- A. Stewart, Megan. 2018. « Civil War as State-Making : Strategic Governance in Civil War ». *International Organization* 72: 205-226.
- Bencherif, Adib. 2015. « L'analyse du risque géopolitique : du plausible au probable ». *Glocalism : Journal of culture, politics and innovation* 3 : 1-16.
- Bencherif, Adib. 2017. *Quelques clés pour s'initier à l'analyse du risque politique*. Institut libre d'étude des relations internationales. En ligne. <http://www.esprit-ri.fr/analyse-risque-politique-cles-introduction/> (page consultée le 29 mars 2019).
- Bergevin-Chammah, Carine. 2018. Inde : entre croissance rapide et défis importants. *Desjardins* (Montréal) 28 juin. En ligne. <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv180628-f.pdf> (page consultée le 29 mars 2019).
- Boisvert, Mathieu. 2015. « Les Indiens en Inde ». Dans Mathieu Boisvert, *Comprendre l'Inde*. Montréal : Guide de voyage Ulysse, 5-40.
- Bremmer, Ian et Preston Keat. 2009. *The fat tail : The power of political knowledge in an uncertain world*. New York: Oxford University press.
- Bouissou, Julien. 2018. L'Inde prend de plus en plus un virage protectionniste. *Le Monde* (Paris) 22 février. En ligne. https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/02/22/virage-protectionniste-en-inde_5260851_3234.html (page consultée le 29 mars 2019).
- Butel, Arthur et Létang, Mauve. 2017. Dans le nord de l'Inde, la longue bataille contre l'accaparement des terres. *The Conversation* (Merlbourne) November 1. En ligne. <https://theconversation.com/dans-le-nord-de-linde-la-longue-bataille-contre-laccaparement-des-terres-85152> (page consultée le 29 mars 2019).
- De Grandi, Michel. 2018. Entre la Chine et l'Inde, le rapprochement de la carpe et du lapin. *Les Échos* (Paris) 2 mai. En ligne. https://www.lesechos.fr/02/05/2018/lesechos.fr/0301618613006_entre-la-chine-et-l-inde--le-rapprochement-de-la-carpe-et-du-lapin.htm (page consultée le 29 mars 2019).
- Drouhaud, Pascal. 2006. « Inde-Pakistant : les vertus de la dissuasion nucléaire ». *Revue internationale et stratégique* 3 (no 63) : 43-56.
- Farcis, Sébastien. 2016. Cachemire: la répression de plomb. *Radio France Internationale* (Issy-les-Mulineaux) 17 octobre. En ligne. <http://www.rfi.fr/asiе-pacifique/20161017-cachemire-repression-plomb-reportage-inde-anantnag> (page consultée le 29 mars 2019).
- Government of India. National Investigation Agency. 2019. *Banned terrorist organisations*. En ligne. <http://www.nia.gov.in/banned-terrorist-organisations.htm> (page consultée le 29 mars 2019).
- Grare, Frédéric. 2008. « Entre démocratie et répression: dix-huit ans de contre-insurrection au Cachemire indien » *Critique internationale* 4(no 41) : 81-96.

- Hashim, Asad. 2019. Profile : What is Jaish-e-Muhammad ?. *Aljazeera* (Doha) February 15. En ligne. <https://www.aljazeera.com/news/2019/02/profile-jaish-muhammad-190215061851082.html> (page consultée le 29 mars 2019).
- Hault, Richard. 2018. Commerce: l'Inde renforce son arsenal protectionniste. *Les Échos* (Paris) 16 février. En ligne. https://www.lesechos.fr/16/02/2018/lesechos.fr/0301306954706_commerce---l-inde-renforce-son-arsenal-protectionniste.htm (page consultée le 29 mars 2019).
- Jaffrelot, Christophe. 2010. « La dialectique des terrorismes en Inde depuis 2001 : la main de l'étranger, les islamistes et les nationalistes hindous ». *Critique Internationale* : 93-110.
- Jaffrelot, Christophe. 1992. « Les émeutes entre hindous et musulmans: essai de hiérarchisation des facteurs culturels, économiques et politiques (partie 1) ». *Cultures & Conflits* 5 : 1-14.
- Kappor, Mudit. 2018. Two years of demonetisation : What did the fight against black money achieve ?. *Business Today* (New Delhi) November 8. En ligne. <https://www.businesstoday.in/current/economy-politics/what-has-pm-modi-done-to-fight-black-money-an-explainer/story/280890.html> (page consultée le 29 mars 2019).
- Kennedy, Loraine. 2015. Stratégies spatiales de l'État en Inde. Le réajustement de l'État au travers de la politique des zones franches. *EchoGéo* 32 : 1-19.
- Kokoreff, Michel . 2006. Sociologie de l'émeute : Les dimensions de l'action en question. *Déviance et Société* 4 (vol 30) : 521-533.
- Lake, Milli. 2017. « Building the Rule of War : Postconflict Institutions and the Micro-Dynamics of Conflict in Eastern DR Congo ». *International Organization* 71: 281-315.
- Lamballe, Alain. 2017. L'Inde, puissance mondiale ?. *Diploweb* (Paris) 7 mars. En ligne. <https://www.diploweb.com/L-inde-puissance-mondiale.html> (page consultée le 29 mars 2019).
- La Presse. 2018. Violences au Cachemire indien : 22 morts en une semaine. *La Presse* (Montréal) 25 novembre. En ligne. <https://www.lapresse.ca/international/asia-et-oceanie/201811/25/01-5205554-violences-au-cachemire-indien-22-morts-en-une-semaine.php> (page consultée le 29 mars 2019).
- Larocque, Sylvain. 2018. La Caisse de dépôt prend goût au risque en Inde. *Le Journal de Montréal* (Montréal) 18 octobre. En ligne. <https://www.journaldemontreal.com/2018/10/18/la-caisse-de-depot-prend-gout-au-risque-en-inde> (page consultée le 29 mars 2019).
- LCP. 2011. *Relation internationale : Le Bureau du Québec à Mumbai souffle une première chandelle*. Les Publications Mass-Media inc (Le Courrier parlementaire). En ligne. <https://courrierparlementaire.com/article/le-bureau-du-quebec-agrave-mumbai-souffle-une-premiere-chandelle-3059> (page consultée le 29 mars 2019).
- Macleod, Alex et O'Meara, Dan. 2010. *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Montréal : Athéna Éditions.

- Organisation Mondiale du Commerce. 2019. L'OMC. En ligne. https://www.wto.org/french/thewto_f/thewto_f.htm (page consultée le 29 mars 2019).
- Paquin, Stéphane et Jeyabalaratnam, Gopinath. 2016. « La politique internationale du Québec sous Jean Charest : l'influence d'un premier ministre ». *Revue québécoise de droit international* H-S 2 : 65-183.
- Parenteau, Danic et Parenteau Ian. 2009. *Les idéologies politiques : Le clivage gauche-droite*. Québec : Presse de l'université du Québec.
- Pavic, Clémence. 2017. Le pari risqué de la démonétisation en Inde. *Perspective monde* (Université de Sherbrooke) 21 février. En ligne. <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2311>(page consultée le 29 mars 2019).
- Perspective monde. 2016. *Bilan pays : Inde*. Université de Sherbrooke. En ligne. <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/IND/fr.html> (page consultée le 29 mars 2019).
- Plante, Caroline. 2018. « La gestionnaire Nadine Girault s'en va à la CAQ ». *La Presse* (Montréal), 25 mai. En ligne. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201805/25/01-5183312-la-gestionnaire-nadine-girault-sen-va-a-la-caq.php> (page consultée le 29 mars 2019).
- PMINDIA. 2019. *Major Initiatives : Make In India*. En ligne. https://www.pmindia.gov.in/en/major_initiatives/make-in-india/(page consultée le 29 mars 2019).
- Québec. Bureau du Québec à Mumbai. 2018. *Québec en Inde : Présent depuis 2008*. En ligne. http://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/Brochure_Inde_FR_LR.pdf (page consultée le 29 mars 2019).
- Québec. Ministère de l'Économie et Innovation. 2018. *Note abrégée sur le commerce Québec-Inde*. En ligne <https://urlz.fr/9ksf> (page consultée le 29 mars 2019).
- Québec. Ministère des Relations internationales et Francophonie. 2019. *Accès à l'information*. En ligne. <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/divulgation-renseignements-relatifs-depenses> (page consultée le 29 mars 2019).
- Québec. Ministère des Relations internationales et Francophonie. 2019. *Politique internationale du Québec*. En ligne. <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/politique-internationale> (page consultée le 29 mars 2019).
- Québec. Ministère des Relations internationales et Francophonie. 2018. *Rapport annuel de gestion 2017-2018*. En ligne. http://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/rapport_annuel_2017_2018.pdf (page consultée le 29 mars 2019).
- Québec. Premier ministre du Québec. 2019. *Bilan de la mission du premier ministre du Québec en France*. Gouvernement du Québec. En ligne. <https://urlz.fr/9kKY> (page consultée le 29 mars 2019).

- Québec. Ministère des Relations internationales et Francophonie. 2019. *Réseau des représentations à l'étranger*. En ligne. <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/representation-etranger> (page consultée le 29 mars 2019).
- Mallapur, Chaitanya. 2018. Communal violence rose by 28% from 2014 to 2017, but 2008 remains year of highest instances of religious violence. *Firstpost* (Mumbai) February 9. En ligne. <https://www.firstpost.com/india/communal-violence-rose-by-28-from-2014-to-2017-but-2008-remains-year-of-highest-instances-of-religious-violence-4342951.html> (page consultée le 29 mars 2019).
- Motwani, Nishank. 2018. Be prepared for an India-Pakistan Limited War. *The Diplomat* (Tokyo) October 5. En ligne. <https://thediplomat.com/2018/10/be-prepared-for-an-india-pakistan-limited-war/> (page consultée le 29 mars 2019).
- Racine, Jean-Luc. 2015. « Géopolitique de l'agriculture indienne ». *Hérodote* 1 (no 156) : 20-49.
- S. Jowett, Garth et O'Donnell, Victoria. 2012. *Propaganda & Persuasion: Fifth Edition*. London: Sage Publications.
- The Economic Times. 2019. India may face communal riots before elections, warns US Intelligence chief. *The Economic Times* (Mumbai) January 30. En ligne. <https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/india-may-face-communal-riots-before-elections-warns-us-intelligence-chief/articleshow/67752414.cms> (page consultée le 29 mars 2019).
- The Economic Times. 2018. India witnessed third highest terror attacks in 2016 : report. *The Economic Times* (Mumbai) July 13. En ligne. <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/india-witnessed-third-highest-terror-attacks-in-2016-report/articleshow/59727415.cms> (page consultée le 29 mars 2019).
- The Economic Times. 2018. Step back from Doklam to avoid confrontation : Chinese army to India. *The Economic Times* (Mumbai) July 12. En ligne. <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/step-back-from-doklam-to-avoid-confrontation-chinese-army-to-india/articleshow/59953044.cms> (page consultée le 29 mars 2019).
- Thérien, Jean-Philippe. 1991. Les relations internationales du Québec. *L'année politique au Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- The Times of India. 2018. 21st round of India-China border talks next month. *The Times of India* (Mumbai) October 27. En ligne. <https://timesofindia.indiatimes.com/india/21st-round-of-india-china-border-talks-next-month/articleshow/66391064.cms> (page consultée le 29 mars 2019).
- Thu Hà, Nguyễn. 2018. Record du commerce bilatéral Chine-ASEAN. *Le courrier du Vietnam* (Hanoi) 30 janvier. En ligne. <https://lecourrier.vn/record-du-commerce-bilateral-chine-%E2%80%93-asean/454489.html> (page consultée le 29 mars 2019).